

# Les luttes de pouvoir paralysent les musulmans de Belgique

La Libre - BDO 19 janvier 2016

Au sein de la communauté musulmane, l'échec du projet des capsules vidéo de Rudi Vervoort, le ministre-Président socialiste de la Région bruxelloise, n'étonne personne.

Pour rappel, soucieux de recontextualiser le Coran, le socialiste avait octroyé un subside au comédien Ismaël Saidi et aux islamologues Michaël Privot et Rachid Benzine pour réaliser une série de vidéos. A la suite de pressions politiques, religieuses ou médiatiques, tous ont cependant fini par jeter l'éponge.

## Un champ musulman divisé

A y regarder de plus près, malgré des hésitations politiques, des réactions virulentes de milieux d'extrême droite ou des frustrations issues du monde de la culture, ce sont de nombreuses réactions hostiles issues du monde musulman lui-même qui sont venues grever le projet.

*"Et en ce sens, cette polémique n'est en rien une surprise",* confirme une observatrice attentive issue du monde universitaire. *"Elle est un nouvel épisode qui témoigne de la lutte de leadership qui divise la communauté."* Une lutte de la représentativité qui s'exacerbe d'autant plus ces derniers mois que la communauté est au cœur des attentions après les attentats de 2015, et que son instance principale, l'Exécutif des musulmans des Belgique (EMB), plus divisé que jamais, ne parvient pas à imposer son autorité.

*"Cette polémique est révélatrice d'un champ religieux musulman miné par des conflits souvent profonds et anciens, dont la société belge ne mesure pas toujours la violence",* confirme à son tour Hassan Bousetta, ancien sénateur PS, professeur à l'université de Liège, et spécialiste du monde arabe.

## Une peur du leadership

Car derrière les divergences théologiques exacerbées par le projet de Rudi Vervoort, c'est avant tout une lutte de pouvoir qui s'est dessinée. En d'autres termes, le trio Saidi-Benzine-Privot aura payé une trop importante visibilité, que beaucoup ont interprétée comme étant un souhait de mainmise sur la représentation de l'islam belge auprès de l'Etat. *"C'est cela qui a fait peur, et c'est en ce sens-là que les critiques ne furent pas toujours attachées à une ligne théologique particulière, mais plutôt à cette question du leadership qui est très sensible",* poursuit Hassan Bousetta.

Selon lui, rejoint en off par plusieurs acteurs de la communauté, ces craintes sont d'ailleurs beaucoup plus présentes au sein de la communauté maghrébine,

"organisée de manière horizontale", que dans les autres composantes de la communauté musulmane (turques, européennes...).

La question des rapports entre l'organisation du culte et l'Etat est très délicate, et fait le jeu d'une "hypercompétitivité". *"Et dans ce cadre, le projet de Vervoort n'aurait pas dû être présenté comme un projet touchant au champ religieux. Quand un intellectuel musulman s'avance sur ce terrain avec une position réformiste ou libérale, il doit faire face à une violence qui existe dans peu d'autres débats sociaux."*

Cette polémique, plus que circonstancielle, est donc une preuve de plus des multiples difficultés et sensibilités qui traversent la communauté musulmane belge. Si l'Exécutif des musulmans de Belgique a pu renouer de bons contacts avec l'Etat, son prochain et immense chantier est donc de rassembler la communauté autour d'un objectif partagé. Objectif qui est loin d'être gagné.

## La grande mosquée de Bruxelles dans le collimateur

LA LIBRE ABONNES - BSCO D'OTREPPE - lundi 30 novembre 2015

Jusqu'où le gouvernement s'engagera-t-il pour clarifier, pour gérer ou même pour réorganiser le culte musulman en Belgique ? Considérera-t-il que cela fait partie intégrante de la lutte contre la radicalisation violente, et engagera-t-il une politique proactive en la matière ? Si c'est le cas, le dossier de la mosquée du Cinquantaire pourrait bien s'avérer très symbolique dès cette semaine.

### **Une des mosquées non reconnues**

On le sait, malgré la reconnaissance du culte musulman en 1974, de nombreuses mosquées du pays ne sont encore ni reconnues par l'Exécutif des musulmans de Belgique (l'EMB - qui est l'organe représentatif du culte), ni par l'Etat. Soit ces mosquées ne souhaitent pas être reconnues, financées et donc surveillées, soit elles sont en attente d'une telle reconnaissance. On sait dans ce cadre que pour des raisons financières, tous les dossiers de reconnaissance sont gelés en Wallonie depuis 2006.

Parmi ces mosquées non reconnues, on retrouve à Bruxelles le Centre islamique et culturel de Belgique, c'est-à-dire la grande mosquée située dans le parc du Cinquantaire. Celle-ci, bien que visible et historique (voir ci-contre), éveille de nombreux soupçons.

Financée et gérée par la Ligue islamique mondiale, une organisation internationale fortement liée à l'Arabie Saoudite, beaucoup voient en elle le Cheval de Troie d'un courant musulman wahhabite.

### **Prudence fédérale**

*"L'Etat doit absolument mettre fin à cette influence saoudienne en Belgique. Sinon ce sera la preuve que sa lutte contre le terrorisme ne se résume qu'à du bla-bla."*

A l'instar de plusieurs observateurs, la parlementaire flamande, Yamila Idrissi (SP.A) en est certaine, si les discours au sein de la mosquée n'appellent pas directement à la violence, l'interprétation qu'ils donnent du Coran est propice à l'émergence de postures plus radicales. Depuis la fin de la semaine dernière, elle est d'ailleurs très active pour demander au gouvernement d'intervenir, de confier à une autre organisation la mosquée, ou au moins d'y assurer un droit de regard.

Comme régulièrement en Belgique, les différents niveaux de pouvoir se sont renvoyés la balle. Le ministre de la Justice Koen Geens (CD&V) a rappelé que la reconnaissance de la mosquée appartenait à la compétence des régions. Mais dans ce cas-ci, la mosquée n'étant pas reconnue, le cas est différent et relève bien du Fédéral.

En réalité, une convention de concession d'une durée de 99 ans a été établie avec l'Etat saoudien en 1967, mais la convention qui porte sur le bâtiment peut être stoppée par l'Etat lui-même.

On sait cependant que derrière cette convention, se cachent les importants [accords économiques](#) entretenus avec l'Arabie Saoudite. Du coup, le ton est à la prudence du côté d'un gouvernement qui sait que le débat en la matière va prendre de l'ampleur. "*Le dossier du Cinquantenaire est à l'étude et pourrait avancer dans les prochains jours*", nous y assure-t-on dès lors avec sobriété.

## **La mosquée se défend d'être un instrument de l'hégémonie saoudienne**

La Mosquée du Cinquantenaire est extrêmement prudente et a mis fin ce week-end à toute possibilité d'interview concernant son avenir. La Ligue islamique mondiale qui dirige la mosquée entend d'abord se réunir mardi pour adopter une "*réponse adéquate*" aux accusations lancées à son encontre. En attendant cependant, elle tient à se défendre. "*Nous n'avons rien à cacher et nous ne demandons qu'à lutter avec l'Etat contre la radicalisation violente*", assure Mohamed Galaye Ndiaye, l'un des deux imams de la mosquée qui rappelle que tous ses prêches sont audibles sur Internet. "*On nous accuse d'être proches de l'Arabie saoudite, mais la Ligue islamique mondiale qui nous dirige est internationale, et nous sommes à la mosquée deux imams formés en Egypte. Moi-même ai en plus été diplômé de philosophie à l'Université de Liège. Vous y voyez une influence saoudienne ?*" Pour autant, lorsqu'il s'agit de qualifier explicitement le non-respect des droits de l'homme en Arabie saoudite, l'imam botte en touche. "*Ce n'est pas à nous de faire de la politique.*"

S'il ne s'agit pas de faire un mauvais procès à la Mosquée du Cinquantenaire qui a par exemple toujours et officiellement condamné les derniers attentats, plusieurs observateurs mettent en garde les autorités.

## **Un outil pour le wahhabisme saoudien**

Dans son livre "L'iris et le croissant", le sociologue Felice Dassetto explique que la Ligue islamique mondiale est une "*pièce maîtresse de la stratégie de diffusion de l'islam wahhabite saoudien et un instrument pour asseoir l'hégémonie saoudienne dans le monde musulman*".

Les islamologues Corinne Torrekens (ULB) et Michaël Privot reconnaissent également [dans nos pages](#) l'influence de plus en plus importante d'un tel courant en Belgique. Courant qui pouvait servir de corpus doctrinal à des interprétations plus radicales s'inquiétait Michaël Privot.

Il reste cependant que si la mosquée est confiée à une autre association que la Ligue islamique mondiale saoudienne, ce sera une importante page de l'histoire de l'islam en Belgique qui sera tournée.

C'est en 1967, dans le contexte d'accords économiques, que la Belgique octroya la mosquée au pouvoir saoudien, en en faisant même son interlocuteur privilégié avant la création de l'Exécutif des musulmans de Belgique.

Depuis lors, la mosquée a gagné une vraie influence dans la communauté musulmane. Celle-ci se tourne largement vers elle pour bénéficier de ses conseils théologiques qui concernent aussi bien la vie religieuse que quotidienne. Même l'[Exécutif des musulmans de Belgique](#) qui juge cette influence trop "*traditionaliste*" peine à la contrer.

Le dernier fait marquant aura été en 2012 l'expulsion, secrète à l'époque, de Khalid Alabri, l'ancien directeur de la mosquée qui avait tenu des prêches virulents et antijuifs.

## 3 questions à Yamila Idrissi, députée au Parlement flamand (SP.A)

### **Pourquoi souhaitez-vous sensibiliser le gouvernement au sujet de la Mosquée du Cinquantenaire ?**

Parce que cette mosquée est gérée par le pouvoir saoudien, et que si nous souhaitons proposer une société ouverte et respectueuse des droits de l'homme, des droits des femmes et de la démocratie, nous ne pouvons accepter une telle ingérence dans notre pays. Si l'on veut vraiment attaquer le terrorisme et la radicalisation, nous ne pouvons pas nous laisser faire. C'est une question sociétale. Où sont nos limites ? Je sais qu'il y a là derrière des enjeux économiques, mais nous devons prendre exemple sur la Suède qui a coupé ses relations avec l'Arabie Saoudite. Je suis furieuse de voir qu'en Belgique, les autorités se renvoient toujours la balle et ne prennent pas leurs responsabilités.

### **Sur quels éléments vous basez-vous pour accuser la Grande Mosquée ?**

Sur le fait que l'islam qui y est proposé n'est pas un islam compatible avec nos valeurs. Mais je demande aussi que le gouvernement prenne les choses en main pour mieux surveiller ce qui s'y dit. En 2012 on a dû expulser l'ancien directeur qui y avait tenu des prêches violents.

### **Dans le cadre de la séparation entre les cultes et l'Etat, jusqu'où l'Etat peut-il s'immiscer dans l'organisation de ces cultes ?**

Dans ce cas-ci, je demande que le gouvernement donne l'exemple et mette fin à cette tutelle saoudienne. Ce n'est pas normal que la plus symbolique mosquée du pays ne soit pas reconnue et financée par l'Etat. Beaucoup de jeunes musulmans ont une soif intellectuelle d'un islam moderne et apaisé. Pourquoi ne pas faire en sorte que cette mosquée devienne un centre de prière et de réflexion qui donne la parole à de vrais penseurs d'un tel islam ?

## Réaction de Rudi Vervoort

A la suite des interventions de la parlementaire flamande Yamila Idrissi (SP.A), le ministre-Président bruxellois, Rudi Vervoort, a réagi lundi à ce sujet et demande au gouvernement fédéral de revoir le bail emphytéotique alloué en 1969 par le roi Baudouin et qui lie la grande mosquée du Cinquantenaire à l'Arabie saoudite pour une durée de 99 ans.

## Islamvernieuwers met dood bedreigd

De Morgen - KOEN VIDAL - 20-01-16

*Ideeënoorlog aan de gang tussen conservatieve en progressieve moslims*

**De mislukking van het Brusselse deradicaliseringsprogramma brengt een ideeënoorlog aan het licht waarbij progressieve islamologen en imams met de dood worden bedreigd. Ook bepaalde leden van de Moslimexecutieve willen de strijd voor een Europese islam saboteren.**

Begin januari kondigde Brussels minister-president Rudi Vervoort (PS) met de nodige trots zijn deradicaliseringsproject aan. Samen met de befaamde Franse islamoloog Rachid Benzine zouden regisseur Ismael Saïdi en expert Michaël Privot een aantal clips maken waarin de Koran op een bevattelijke en accurate manier wordt uitgelegd. Voor dit project werd 275.000 euro vrijgemaakt.

Nog geen twee weken later is dat op de klippen gelopen. Eerst trok Saïdi zich terug, nadat hij enkele doodsbedreigingen had ontvangen en bepaalde roddels over zijn financiële wandel werden verspreid. Enkele dagen later gaven ook Benzine en Privot er de brui aan. Vooral Benzine werd volgens betrouwbare bronnen de jongste weken het slachtoffer van doodsbedreigingen.

De snelle teloorgang van het Brusselse deradicaliseringsproject heeft te maken met een ware ideeënoorlog tussen conservatieve moslims en de aanhangers van een moderne Europese islam, waarvan Benzine het Europese boegbeeld is.

## **Hardliners**

"Je houdt het niet voor mogelijk", zegt Vlaams Parlementslid Yamila Idrissi (sp.a). "Iedereen die voor een Europese islam strijdt, wordt monddood gemaakt. De aanvallen zijn zeer systematisch; het gaat hier om een echte ideeënoorlog. Zeker toen duidelijk werd dat Rachid Benzine zich achter het Brusselse project schaarde, werden ze gemeen en veront- rustend.

"Voor de tegenstanders van een gematigde islam is de briljante Benzine een inhoudelijk gevaar. Hij moest zo snel mogelijk het zwijgen worden opgelegd. Juist nu moeten we de waarden die voor ons zo belangrijk zijn opnieuw naar waarde schatten."

Benzine en Saïdi zijn niet de enige prominente verdedigers van de Europese islam die worden bedreigd. Ook Nouredine Smaïli, voorzitter van de Moslimexecutieve, kreeg onlangs te maken met intimidaties en bedreigingen. Eerst werd hij geconfronteerd met (anonieme) verbale intimidaties, maar recentelijk diende hij klacht in tegen onbekenden, nadat in de kelder van zijn kantoor brand was gesticht.

Zeer opmerkelijk is dat Smaïli ook onder druk wordt gezet door een viertal conservatieve leden van zijn Moslimexecutieve. Dat verklaart hij in een interview met La Libre Belgique. "Er zitten vier hardliners uit Brussel in die ons hervormingswerk proberen te saboteren. Wat hen stoort, is dat ik op een moderne manier te werk wil gaan en wil samenwerken met de overheid. Ik heb mijn buik vol van hun tegenkanting. Ik sta open voor iedereen die wil meewerken aan deze hervormingen, die het samenleven en samenwerken bevorderen."

De inzet van de ideeënstrijd tussen conservatieve en progressieve moslims is groot. De laatsten willen dat de overheid een grotere rol speelt bij de erkenning van

moskeeën, de benoeming van imams en de uitwerking van de lessen islamitische godsdienst. De conservatieven willen deze bevoegdheden in handen houden en beschermen ook de belangen van zeer conservatieve krachten in Saudi-Arabië en Qatar, die nog steeds een aanzienlijke invloed hebben op Belgische moskeeën.

## Verantwoordelijkheid Geens

De gematigde Gentse imam Brahim Laytouss reageert verontwaardigd. "We wisten dit natuurlijk al langer, maar nu komt het keihard aan de oppervlakte. Invloedrijke leden van de Moslimexecutieve maken er geen geheim meer van dat ze niet willen weten van een Europese islam. Dat is onaanvaardbaar, want zij zijn verantwoordelijk voor de uitwerking van een moderne, gematigde islam die in de Europese samenleving kan worden ingepast. Als die heren geen Europese versie willen, dan moeten ze maar eens openlijk stellen welke islam ze dan wel willen."

Volgens Laytouss ligt hier ook een grote verantwoordelijkheid voor justitieminister Koen Geens, die bevoegd is voor de Moslimexecutieve. "Hij heeft de verantwoordelijkheid om op te treden tegen leden die zich niet willen inschrijven in de context van een moderne samenleving. Geens is de eindverantwoordelijke voor de financiering en erkent ook de zeventien leden."

"De minister neemt 'akte' van de uitspraken", klinkt het op het kabinet van Geens. Hij zou bezig zijn met een betere werking van de Moslimexecutieve en is voorstander van een Belgische of Europese islam. "Daarom pleit minister Geens voor een verplichte imamopleiding aan een universiteit of hogeschool. Hij wil graag dat alleen moskeeën die werken met imams die zo'n opleiding hebben gevolgd nog officieel kunnen worden erkend en gefinancierd."

## Machtsstrijd tussen moslims

De Morgen - KOEN VIDAL - 21-01-16

### *Conservatieve Molenbeekse moskee speelt sleutelrol in verzet tegen progressieve islam*

**Op een moment dat velen daadkracht verwachten van de Moslimexecutieve, is er binnen dat orgaan een verlamme machtsstrijd aan de gang. Centraal staat de Molenbeekse Al Khalil-moskee, die nauwe banden heeft met de conservatieve Grote Moskee van Brussel.**

Het is Nouredine Smaïli, de voorzitter van de Moslimexecutieve, die de spanningen naar buiten heeft gebracht. In verschillende interviews klaagt hij aan dat "een viertal conservatieve leden" zijn vernieuwingspogingen blokkeren. "Deze hardliners uit Brussel proberen ons hervormingswerk te saboteren. Wat hen stoort, is dat ik op een moderne manier te werk wil gaan en meer wil samenwerken met de overheid." Smaïli voegt eraan toe dat hij het slachtoffer is geworden van intimidaties en klacht heeft ingediend.

# Welke islam willen we?

De Morgen - Opinie - BART EECKHOUT- 20 januari 2016

Het klinkt tegenwoordig bijna als een vrijzinnige godslastering, maar onze vrije seculiere maatschappij heeft niet per se iets te vrezen van de vele duizenden vreedzame moslims die mee deel uitmaken van die samenleving. Ze moet wel erg waakzaam zijn voor het type geïnstitutionaliseerde islam dat zich hier heeft kunnen vestigen als dominante stroming.

Dat Saudi-Arabië vanuit de federaal verpachte Grote Moskee in Brussel een grote greep houdt op de godsdienstbeleving van vele moslims in Brussel en daarbuiten, met een strakke, aartsconservatieve en letterlijke lezing van de islamgeschriften, is bekend. Decennia van desinteresse en laksheid hebben ertoe geleid dat die stroming dominant is kunnen worden in dit land. En daarmee ook een ideologische godsdienstbeleving die de seculiere westerse waarden bekampt - soms helaas ook letterlijk.

Misschien wordt daar nu eindelijk wat aan gedaan. Al weet je nooit, want als het over de 'vrienden' uit Saudi-Arabië gaat, moet je ook bij deze federale regering afwachten.

Daar eindigt de waakzaamheid niet. Dat leren we uit het pijnlijke verhaal over het mislukte Brusselse deradicaliseringsproject. Dat moest jonge moslims in de hoofdstad op weg zetten naar een Europese, gematigde islam. Het project is morsdood omdat de grote trekkers ervan, onder wie de beroemde Franse islamoloog Rachid Benzine, zich terugtrokken, na verregaande intimidatiepogingen en bedreigingen.

Hun ervaringen doen denken aan de interne strijd in de Moslimexecutieve, het officieel verkozen overlegorgaan van de islam in dit land. De voorzitter van de Executieve bekent dat binnen zijn orgaan een aantal conservatieve gezagsdragers alle pogingen saboteren om een gematigder islam te vestigen. Zij zijn de ogen van Saudi-Arabië in ons land en zetten alles op alles om de macht van hun meesters in Riyad in stand te houden.

Dit is een ernstige kwestie. Wie deze zaak nog ongemoeid laat, uit vrees xenofobe krachten op te roepen, vergist zich. Iedereen, moslim en niet-moslim, moet beseffen dat samenleven enkel lukt op een sokkel van grondwaarden, waarover niet te onderhandelen valt. Instituten die die sokkel willen afbreken, moeten zelf plaats ruimen.

Voor islamofoben klinkt dit vast als een feestje. Ook zij vergissen zich. Door alle moslims te blijven stigmatiseren als onaangepaste en gevaarlijke godsdienstgekken, verbreden zij de kloof met de brede en vreedzame moslimgemeenschap. Juist dat schept risico's om nog meer jonge moslims te vervreemden van onze seculiere consensus.

We moeten weten welke islam we willen: een Europese en gemoderniseerde of een geradicaliseerde en gemarginaliseerde. Moslims moeten die keuze maken. Anderen, 'wij' dus, ook.